

Un système catastrophique

La semaine dernière, les Bourses ont recommencé à plonger. Est-ce le début d'un nouveau krach? Personne ne le sait, mais les mesures prises depuis un an pour endiguer la crise n'ont fait que l'aggraver.

En effet, d'après les estimations de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), un organisme capitaliste, les Etats ont dépensé au niveau mondial quelques 8 400 milliards d'euros pour sauver les banques et les grandes entreprises. Cela correspond à la richesse produite en six mois dans l'ensemble de l'Union européenne.

Ce gigantesque effort et un an de crise économique ont lourdement grevé les budgets des Etats. La dette de la Belgique par exemple, est remontée de 82,4 % du PIB en 2007 à 97 % du PIB. C'est 7 années de sacrifices imposés aux travailleurs au nom de la politique d'austérité dilapidés en quelques mois et une dette qui s'est accrue d'environ 50 milliards d'euros. Dans d'autres pays, les conséquences sont déjà très graves.

Ces sommes astronomiques dépensées par les Etats pour sauver le système financier n'ont pas alimenté l'économie productive. Au contraire, dans toutes les entreprises, il y a eu des licenciements et du chômage partiel, ce qui ne fait qu'aggraver la crise. Car pousser des millions de gens vers la pauvreté réduit d'autant la consommation.

Ces sommes sont allées là où les capitalistes réalisent de gros profits : dans les opérations financières et la spéculation. Notamment la spéculation sur des obligations d'Etat, c'est-à-dire sur la dette publique des Etats.

En ce moment, n'importe quelle banque ou fonds de placement peut emprunter à la Banque centrale européenne (BCE) à un taux de 1%. Mais ces mêmes banquiers prêtent - à des taux plus élevés - aux Etats qui ont besoin de se financer. L'Allemagne, par exemple, emprunte aux banques à 3,25%, la Belgique à 3,65%, mais la Grèce doit déjà payer 6,25% d'intérêt annuel. L'argent des impôts est en quelque sorte mis à la disposition des banques privées... qui l'utilisent pour s'enrichir sur l'endettement des Etats. C'est ce qui explique en partie les bons résultats de banques telles que BNP Paribas ou la Deutsche Bank. Ce sont des milliards qui sont pris sur les budgets des Etats et gonflent les profits

des banques.

Les caisses des Etats se vident à une telle vitesse, que les Etats eux-mêmes peuvent faire faillite. C'est déjà le cas de l'Islande, de la Hongrie, de la Lettonie, et maintenant ce sont aussi des pays faisant partie de la zone euro, comme la Grèce, le Portugal et l'Espagne, qui s'approchent d'une telle situation dans laquelle ils ne pourront plus honorer leur dette.

Ce déchaînement de spéculation sur la dette des Etats accroît en retour leurs difficultés financières. Et, plus un pays « présente de risques » aux yeux des financiers, plus il doit payer cher ses emprunts, et plus graves sont les attaques que ces gouvernements entreprennent contre leur propre population pour rembourser les dettes. Le gouvernement grec, par exemple, veut réduire le nombre de fonctionnaires de 10% et applique une baisse des salaires dans la fonction publique allant jusqu'à 400 euros par mois et par salarié. Certaines taxes de consommation ont été augmentées de 20% et une augmentation importante des impôts est en préparation.

Après les banques, que certains disaient éternelles et gérées en « bon père de famille », ce sont des Etats eux-mêmes qui peuvent s'écrouler de la même façon. Et pas seulement des Etats pauvres, car si la Grèce ou l'Espagne sombreraient dans la faillite, c'est l'Euro et toute l'Union européenne qui seraient dans la tourmente.

Mais même avant d'en arriver là, le coût que payent les classes populaires pour ce système complètement fou est déjà beaucoup trop élevé: licenciements, réduction de personnel dans les services publics, diminution des remboursements sociaux, baisse des pensions, etc, ne sont pas acceptables!

Et tous ces nouveaux sacrifices imposés aux classes populaires ne serviront à rien car ils seront engloutis dès la prochaine crise financière.

C'est pour ça que la seule voie pour les classes populaires, qui font l'écrasante majorité de l'humanité, ce sont les luttes collectives pour refuser toute nouvelle économie sur leur dos, et à terme d'arracher l'économie des griffes des capitalistes, pour que ce que nous produisons serve enfin à satisfaire les besoins de tous et non à alimenter les profits de quelques-uns.